



« Dans l'UE, les choses bougent pour la réglementation en matière de durabilité. La Suisse aussi doit renforcer sa compétitivité »

Droit des sociétés

L'UE bouge – et la Suisse?

12.03.2025

D'un coup d'oeil

- Avec son paquet «omnibus», l'Union européenne (UE) entend renforcer la compétitivité de l'Europe et réduire la bureaucratie dans le domaine de la durabilité.
- C'est un premier pas important dans la bonne direction.
- En Suisse aussi, nous devons faire davantage pour renforcer la compétitivité.

En dépit des critiques, l'UE montre actuellement qu'elle n'est pas figée, mais bien capable de réagir aux défis de manière ciblée: avec son paquet «omnibus», elle a récemment annoncé sa volonté de soulager les entreprises, qui font face à une bureaucratie excessive en lien avec la réglementation en matière de durabilité. Ainsi, après des années à plancher sur son Pacte vert pour l'Europe, l'UE place désormais la compétitivité au centre de ses préoccupations. C'est un premier pas important vers une plus grande liberté d'entreprise – et un signe positif vu de Suisse.

Des allègements pour les entreprises suisses

L'UE est de loin le principal débouché pour les entreprises suisses. C'est pourquoi plus l'économie européenne est compétitive et performante, mieux c'est pour notre économie, qui entretient depuis toujours des liens étroits avec l'Europe. Et ce n'est pas tout: si les obligations de reporting sont simplifiées et la réglementation de l'UE sur le devoir de diligence resserrée, toutes les entreprises suisses affectées par les règles de l'UE en raison de leurs activités internationales seront directement soulagées. C'est positif pour un grand nombre de fournisseurs suisses s'ils voient leurs exigences diminuer.

La Suisse doit agir

Il est décisif que la Suisse agisse elle aussi et mette tout en œuvre pour maintenir et accroître sa compétitivité – notamment dans le domaine de la réglementation en matière de durabilité. En effet, les obligations de reporting existantes deviennent déjà de plus en plus problématiques pour les entreprises en Suisse. Si on empilait les rapports en matière de durabilité produits chaque année par les entreprises, on obtiendrait une tour bien plus haute que la Prime Tower de Zurich. Les obligations de reporting mobilisent des dizaines de milliers de travailleurs et coûtent des centaines de millions de francs par an. La Suisse aurait, elle aussi, bien besoin d'une simplification des réglementations existantes.

Ensemble, nous sommes plus forts

Les incertitudes géopolitiques et économiques mondiales actuelles sont considérables et devraient perdurer. Les efforts réciproques pour renforcer la compétitivité doivent donc figurer au premier plan. Dans l'UE et en Suisse. Une chose est claire, quelques semaines après le début de la nouvelle administration américaine: l'Europe doit en faire davantage pour sa propre compétitivité et sécurité. L'Europe doit agir.

Qu'est-ce que le paquet «omnibus»?

Avec son paquet «omnibus», l'UE entend réduire massivement les obstacles administratifs dans le domaine de la durabilité et soulager les entreprises. Il s'agit notamment de

- simplifier le reporting en matière de durabilité: seules les grandes entreprises devront encore publier des rapports;
- réduire la responsabilité des chaînes d'approvisionnement: les entreprises doivent pouvoir se concentrer sur leurs fournisseurs directs au lieu d'examiner en détail toute la chaîne d'approvisionnement;
- supprimer des dispositions relatives à la responsabilité;
- assouplir la taxe carbone (CBAM): plus de 80% environ des entreprises sont exemptées de l'obligation de déclarer.



Monika Rühl
Présidente de la direction